Par e-mail : https://www.lesoir.be/714062/article/2025-11-30/un-budget-du-siecle-dernier

Un budget du siècle dernier

Par Marius Gilbert

Publié le 30/11/2025

Les priorités fédérales révèlent une myopie anachronique : on invoque la rigueur et l'intérêt des générations futures pour préserver les finances de l'Etat, tout en négligeant ces mêmes arguments face aux risques climatiques et environnementaux devenus infiniment plus menaçants.

Même si certaines dispositions du budget élaboré par le gouvernement De Wever vont dans le sens d'une décarbonation de notre économie, notre pays reste divisé sur ses engagements concrets et très loin de la trajectoire qu'il s'était fixée.

Ces réformes ne sont pas agréables mais elles servent l'intérêt général… », « nous faisons ce qui est juste pour nos enfants, et nos petits-enfants. » Ces mots sont-ils ceux d'André Corrêa do Lago, le président de la COP30 à l'issue de la conclusion d'un accord sur la sortie des énergies fossiles qui aurait été trouvé à Belem ? Non, tristement, non. La réunion a accouché d'un accord minimaliste, jugé décevant par tous les observateurs.

Ces mots sont ceux de notre Premier ministre, Bart De Wever, lorsqu'il s'adressait la semaine dernière à la Chambre pour défendre les mesures qui bouclent le budget fédéral, en les justifiant par l'intérêt des générations futures. Alors, qui va perdre quoi ? Quid pour les bas salaires et le pouvoir d'achat ? Quels transferts réels de poids fiscal pour « les épaules les plus larges » ? Un vaste plan de remise au travail des malades de longue durée est annoncé et on a déplacé quelques curseurs, un peu plus de taxes sur les abonnements sportifs, les frites, les repas à emporter, les pesticides, le gaz, l'avion, les petits colis importés, un peu moins sur l'électricité. Des mesures dites « courageuses » qui, si 100.000 personnes se remettent réellement au travail, devraient faire économiser 9 milliards et protéger nos finances futures. Comme le dit notre Premier ministre, « le chemin est encore long… », et chacun de s'interroger sur les mesures qu'il envisage encore de dresser sur celui-ci.

Des enjeux financiers et sécuritaires majeurs

Une étude récente du bureau fédéral du plan estime que dans un scénario de réchauffement climatique de 3 oC à l'horizon 2050, ce qui correspond à la trajectoire actuelle, la Belgique subira une perte de 5 % de son PIB d'ici à 2050, soit près de 30 milliards si on le rapporte au PIB de 2024. Plus de trois fois ce que notre gouvernement claironne avoir économisé, avec des hypothèses que

les experts qui ont rédigé ce rapport décrivent comme plutôt « conservatrices » qui ne prennent en compte que les dommages directs. Le bureau du plan met d'ailleurs en garde nos autorités des effets majeurs que le dérèglement climatique pourrait avoir sur le décrochage de la dette publique bien avant 2050. L'adaptation et la prévention du dérèglement climatique sont donc, dans leurs ordres de grandeurs, et depuis très longtemps, des enjeux budgétaires majeurs pour notre futur économique. Pourtant, même si certaines dispositions dans la nouvelle épure budgétaire vont effectivement dans le sens d'une décarbonation de notre économie, notre pays apparaît sur la scène européenne plus divisé que jamais sur ses engagements concrets, et très loin de la trajectoire de réduction qu'il s'était fixée.

Chaque année, le « Global Risk Report » présenté au forum économique de Davos, présente l'inventaire des risques susceptibles d'avoir un impact majeur sur l'économie et les populations, identifiés par 900 experts du monde économique, académique, gouvernemental ou de la société civile. Dans la dernière édition, sans surprise, la reprise des conflits armés est considérée comme étant la principale menace pour l'année 2025, juste devant les événements climatiques extrêmes. Mais lorsque l'on évoque les risques majeurs avec un horizon de 10 ans, les quatre menaces qui sont citées le plus fréquemment sont les événements climatiques extrêmes, la perte de biodiversité et l'effondrement des écosystèmes, les changements critique du système Terre et la pénurie de ressources naturelles. Et de manière remarquable, ces menaces font l'objet d'un large consensus entre représentants du secteur privé, des gouvernements, du monde académique ou de la société civile.

Lorsqu'à l'occasion de la présentation de son nouvel essai Le Monde et la Terre, David Van Reybrouck évoque l'importance majeure de ces menaces, il ne s'agit donc pas d'une lubie, mais d'un sentiment très largement partagé et reconnu par de nombreux acteurs globaux.

Des cadres narratifs qui affectent notre anticipation des risques

Si l'on n'a pas de projet, pas de plan, pour rencontrer les plus grands défis sécuritaires et financiers de notre temps, le climat et la préservation de la biosphère, a-t-on réellement un projet de société ? Quel gouvernement nouvellement élu pourrait présenter un accord de gouvernement et des budgets successifs qui ne cherchent pas à anticiper efficacement ces risques ?

Ce n'est donc pas par manque d'anticipation politique, ou d'une volonté d'éviter de prendre des actions impopulaires en vue de bénéfices futurs, la déclaration de notre Premier ministre en témoigne. Ce n'est pas non plus lié au caractère relativement incertain de certains risques, notre gouvernement va investir massivement dans la défense en raison des nouvelles instabilités géopolitiques qui sont assorties d'énormes incertitudes, et ces investissements massifs pourraient bien ne jamais servir à rien. Alors pourquoi ?

Si l’on n’a pas de vision, pas de plan, pour rencontrer les plus grands défis sécuritaires et financiers de notre temps, le climat et la préservation de la biosphère, a-t-on réellement un projet de société ?

Mon sentiment est que les questions climatiques et environnementales sont insuffisamment perçues sous leur angle strictement économique et sécuritaire. Pour dire les choses autrement, pour beaucoup, économiser pour protéger les pensions et les finances de notre Etat semble bien plus justifié, « sérieux », « responsable », « rigoureux », qu’agir pour s’adapter et prévenir le dérèglement climatique, alors qu’ignorer l’un comme l’autre menace structurellement notre prospérité économique future. Agir pour renforcer notre police, notre armée apparaît beaucoup plus « protecteur » et « rassurant » que de travailler à limiter la vulnérabilité de nos habitats ou de notre agriculture aux inondations ou vagues de chaleur, qui menacent pourtant de manière bien plus certaine et prévisible notre sécurité physique et alimentaire.

Il y a donc un enjeu de cadres narratifs, de récits, de représentations qui n’ont plus rien à voir avec les réalités des impacts économiques ou sécuritaires. Le jour où un accord de gouvernement qui néglige les risques environnementaux sera jugé par toutes et tous comme complètement anachronique et irresponsable, nous aurons franchi un pas considérable dans la direction d’une politique publique crédible qui œuvre pleinement dans l’intérêt de sa population.